

Syndicat intercommunal du district de Porrentruy



Communiqué de presse

Rénovation du complexe scolaire de Stockmar : 94 % des travaux attribués aux entreprises jurassiennes

A ce jour, environ 80 % des travaux, soit un peu moins de CHF 18'000'000.- ont fait l'objet d'appels d'offres et ont été attribués.

Tout en respectant les règles, lois et ordonnances en matière de marchés publics, le SidP est heureux d'annoncer que plus de 94 % de ceux-ci ont été attribués à des entreprises jurassiennes démontrant leur compétitivité et leur savoir-faire.

Procédures d'appel d'offres

Le SidP comme toute entité publique, est soumis aux lois et ordonnances fédérales et cantonales en matière de marchés publiques.

Le coût total des travaux de rénovation du complexe scolaire de Stockmar étant plus élevé que le seuil de CHF 8'700'000.-, les procédures d'appel d'offres sont également soumises aux accords internationaux de l'OMC (organisation mondiale du commerce) relatifs aux marchés publics.

Ces lois, ordonnances et accords définissent de manière très stricte les procédures en matière d'appel d'offres et d'adjudication. Elles imposent d'ouvrir les marchés mis en soumission au niveau international. Quelques exceptions permettent des procédures inférieures. Celles-ci sont bien évidemment utilisées par le SidP lorsque cela est possible.

A ce jour, un peu plus de 80 % des travaux, soit environ CHF 18'000'000.- ont fait l'objet d'appels d'offres, soit en marché publique ouvert à l'international, soit en procédure inférieure.

Adjudications

Sur la totalité des travaux mis en soumission à ce jour, 5.5 %, soit environ CHF 1'000'000.-concernent des travaux pour lesquels aucune entreprise jurassienne n'est active, notamment les engins sportifs, ascenseurs, lamellé-collé en bois.

Pour le solde d'environ CHF 17'000'000.-, le SidP est heureux de constater que les entreprises jurassiennes ont été compétitives puisque tout en respectant les règles des marchés publics, quasiment la totalité (99 %) a pu leur être attribuée.

Le SidP espère que les appels d'offres encore en cours ou à venir pourront également profiter à l'économie locale et cantonale.